



# A-T-ON BESOIN OU PAS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS ?

Rappelons-nous les décennies 1960 et 1970 qui ont été marquées par une hostilité déclarée de la plupart des pays du Sud envers les entreprises multinationales. L'investissement direct étranger était perçu comme la pire exploitation que pouvaient subir les travailleurs des pays «sous-développés» de la part du capitalisme mondial. Rappelons-nous les théories du «centre» exploiteur et de la «périphérie» exploitée, chères notamment à Samir Amin ou encore celles de «l'échange inégal» d'Emmanuel. Bref, le développement économique ne pouvait être que le «compter sur soi» et la stratégie de «selfreliance» faisait florès.

Depuis les années 1980, l'échec des modèles de développement de type soviétique et le triomphe de l'économie de marché ont entraîné un changement d'analyse, y compris chez les «experts» et autres spécialistes des économies en développement, et la plupart des gouvernements du Sud tendent de plus en plus à faire de l'IDE une composante de leurs stratégies de développement et des multinationales un partenaire efficace pour la propagation du progrès technique. Leur préoccupation n'est plus de combattre les multinationales, mais bien au contraire celle de savoir comment faire pour attirer les investissements de celles-ci sur leurs territoires, comment faire

de ceux-ci des sites attractifs des IDE. Et les statistiques corroborent cette nouvelle stratégie des pays du Sud. Entre 1986 et 1990, les pays du Sud recevaient 18 % des flux mondiaux d'IDE. En 2001 et 2002, ils en recevaient 25 %. Et en 2005, près de 30 %. Et ces chiffres sont déplorés par les gouvernements du Sud, qui les trouvent nettement insuffisants par rapport à leurs besoins. «L'IDE constitue aujourd'hui la principale composante des flux de capitaux vers les pays en développement. En 1980, l'IDE représentait 6 % du total des entrées de capitaux dans les pays en développement, en 1990 25 % et en 2005 60 %». (F. Sachwald - IFRI). La crise financière mexicaine de 1994-95, la crise financière asiatique de 1997-98 et bien sûr la crise de la dette latino-américaine des années 1980 ont montré aux yeux de ces gouvernements du Sud que l'IDE était plus stable que d'autres formes de flux de capitaux privés (investissements de portefeuille, prêts bancaires ...).

L'IDE, pour le pays hôte, n'est pas seulement, soulignent les experts, un rapport de flux financier non générateur de dette. Il est aussi un transfert de technologie, un accès à des informations sur les marchés internationaux, une intégration au processus de mondialisation. Ainsi, l'idée selon laquelle l'IDE est un «paquet» de ressources, qui peut

agir comme catalyseur de développement pour le pays hôte, s'est imposée malgré quelques résistances irréductibles de penseurs anticapitalistes. Bien évidemment, il nous faut souligner pour notre part que l'IDE correspond d'abord aux nouvelles stratégies des multinationales, dans leur conquête de nouveaux marchés et dans leur recherche de taux de profit les plus élevés possibles : les délocalisations, les processus d'outsourcing, d'externalisation sont d'abord et avant tout des réponses des multinationales à la crise de l'accumulation. Mais l'IDE peut aussi être globalement, aujourd'hui plus qu'hier, positif pour les pays en développement. Précisons cependant tout de suite, sous certaines conditions. Il faut d'abord que le pays hôte ait une réelle capacité d'absorption, c'est-à-dire un contexte économique local qui permet de tirer bénéfice de l'IDE.

Et les éléments constitutifs de ce contexte favorable concernent en premier lieu le capital humain, le niveau de formation et de qualification des collectifs de producteurs locaux. Une capacité d'apprentissage locale «suffisante» est une condition nécessaire pour assimiler localement les technologies introduites par les multinationales. «Lorsque le retard technologique du pays hôte est grand, les multinationales vont opérer dans des enclaves et les

retombées sur la productivité des entreprises locales seront bien limitées.» Pour capter les externalités des IDE, il faut que le pays hôte dispose d'un capital humain et d'infrastructures de base importantes. De plus, l'IDE, sous forme de simples filiales de la multinationale tournées pour le seul marché local, sans connexion avec l'entreprise mère, qui, elle, est intégrée aux réseaux mondiaux, diffusera peu d'effets technologiques, managériaux... dont pourraient profiter les entreprises locales. Le pays hôte doit ici mettre en place un cadre réglementaire qui permet la fluidité filiale-maison mère et qui ne doit pas isoler la filiale dans le seul contexte local. Une autre condition et non des moindres, pour que l'IDE soit utile et efficace pour le pays hôte, est celle qui a trait au climat des affaires local : la corruption, l'absence de législation claire sur la propriété, le non-respect de la concurrence diminuent considérablement l'effet positif de l'IDE sur l'économie d'accueil.

Pour résumer, trois observations :  
1/ Les pays du Sud, qui ont l'ambition de devenir des économies émergentes intégrées positivement à la mondialisation de l'économie, ont intérêt à attirer sur leur territoire le maximum d'IDE. Et nous avons vu comment l'attractivité se construit.  
2/ L'IDE n'apporte pas par lui-même et ne contient pas en lui-même



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

le développement économique, le progrès technologique et l'amélioration de la productivité de l'économie d'accueil. Pour tirer bénéfice de l'IDE, cette dernière doit remplir des prérequis : législation sur la propriété claire et transparente, lutte déterminée contre la corruption, formation d'un capital humain local et soutien à la recherche-innovation. Il y aura alors partenariat «wine-Wine» (gagnant-gagnant).

3/ L'IDE ne doit pas être vu comme un simple apport de capitaux (ce dont certains pays peuvent se passer). L'IDE, c'est le transfert de technologie, c'est l'accès aux marchés extérieurs, c'est l'accès à l'information internationale, c'est l'intégration par le haut à la mondialisation. Il faut bien entendu y aller, mais bien préparé, dans le cadre d'une stratégie appropriée qui répond aux contraintes du pays d'accueil et qui maximise les gains espérés, en sachant bien que l'IDE a aussi un coût pour le pays hôte. Chercher à minimiser ce coût par une législation appropriée, un choix judicieux des investisseurs et une transparence dans les actes de partenariat constitue assurément la démarche la plus appropriée pour les pays récipiendaires.

A. B.

Le Soir sur Internet :  
http://www.lesoirdalgerie.com  
E-mail :  
info@lesoirdalgerie.com

## AVIS DE DÉCÈS

La famille Bouacha de M'daourouch a la douleur de faire part du décès de son cher et regretté

le moudjahid Bouacha Omar  
El-Mokhtar

qui vient de nous quitter après une longue maladie. A celui qui fut maquisard dans les années 1950 et qui n'hésita pas, quarante années plus tard, à rejoindre les rangs des Patriotes pour défendre l'honneur et la dignité de son village contre les terroristes, à celui qui a incarné les valeurs authentiques du peuple algérien et qui a toujours refusé de rejoindre les «nouvelles vagues» de l'opportunisme politique, gardant l'espoir de voir un jour se réaliser les rêves de ses frères de combat, martyrs de la révolution algérienne, à lui et à tous ses compagnons partis pour le repos éternel, nous ne dirons jamais assez notre reconnaissance. Repose en paix, valeureux moudjahid et digne Patriote ; tu as tant chéri cette terre que tu rejoins aujourd'hui ! Nos prières t'accompagnent. L'enterrement aura lieu le mercredi 3 septembre au cimetière central de M'daourouch. Puisse Dieu le Tout-Puissant t'accueillir en Son Vaste-Paradis. A Lui nous appartenons et à Lui nous retournons !

## CONDOLÉANCES

Les membres fondateurs et l'ensemble de l'équipe du *Soir d'Algérie*, très affectés par le décès de Bouacha Omar El-Mokhtar, oncle de leur ami et frère Mâamar Farah, présentent à ce dernier ainsi qu'à la famille du défunt leurs condoléances les plus attristées. Que Dieu le Tout-Puissant lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com



## QUI ? CH'KOUN ? ANWA ?

Désormais, tous ceux qui veulent quitter le pays par n'importe quel moyen sont considérés aux yeux de la loi comme des criminels passibles de prison. Véritable casse-tête ! Comment enfermer...

Les 3/4 de la population ?

Les investisseurs étrangers sont désormais soumis à une nouvelle taxe. Partout, on peut lire que l'Etat a envoyé ses fins limiers pour éplucher les comptes de ces firmes installées en Algérie. On nous assure que la moindre zone d'ombre sera aussitôt éclairée par la lampe torche des enquêteurs de la République. C'est une véritable campagne. Un ratis-sage dans les maquis des sociétés à capitaux internationaux. Bizarre tout de même que dans ces mouvements de troupes purificatrices, dans cette charge flamboyante, dans cet assaut à la hussarde, personne n'ait pris le temps minimum pour poser une petite, une riquiqui, une minuscule question, bête à pleurer : qui a donné ordre d'ouvrir les portes du pays aux investisseurs étrangers, tout en faisant circuler la consigne ferme qu'ils ne devaient souffrir d'aucun

contrôle, d'aucune restriction aux accès fonciers et autres ? Qui a personnellement reçu en boucle et sans ménager sa santé tous les enturbannés qui juraient qu'ils ramenaient dans leurs jets privés des sacs remplis de dollars ? Qui a cassé un gros groupe local de la finance et des transports, mis sur le carreau plus de 14 000 travailleurs algériens pour libérer son créneau à une flopée d'«investisseurs financiers» vantant comme des arracheurs de dents les mérites du prêt islamique ? Qui veut aujourd'hui abattre le plus gros groupe de papier du bled afin que les Algériens pleurent ensuite leur race dans des Kleenex ? Qui a ordonné aux journaux télévisés d'ouvrir leur «une» sur l'arrivée de poussahs portant qamis, claquettes et barbes et présentés comme les sauveurs de notre économie ? Parce que c'est bien aujourd'hui de vouloir faire le ménage. Mais avant de nettoyer, faudrait juste savoir qui a tout sali, tout salopé ! Pas moi ! Pas vous ! Alors, qui ? Ch'koun ? Anwa ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Jusqu'à

20%

de remise sur les pièces détachées d'origine Hyundai

Rendez-vous au magasin de pièces détachées de Hassiba Ben Bouali

HYUNDAI

MAISON PIÈCES DE RECHANGE HYUNDAI MOTOR ALGERIE - 214 001 HASSIBA BEN BOUALI - DELISSERAND - ALGER CENTRE - TEL : 021 87 51 76